



Compte-rendu du comité consultatif FENIX du 28 mars 2019



La panne en cours du système SOFIX a bénéficié de certaines améliorations de la procédure de secours définies pour FENIX : liquidation à 20%/30% ; cautionnement par chèque simple.

FENIX permet également d'éditer une déclaration papier utilisable pour la procédure de secours. Cette procédure est ouverte à tout type de marchandises. A la demande des opérateurs, un rappel est fait aux bureaux en séance.

- Impression A4. Le développement a été effectué mais avec un basculement de tous les opérateurs en même temps sur le nouveau format (pas de choix au cas par cas). Le SIPF va étudier avec le prestataire les possibilités de contourner cette situation et de permettre aux opérateurs de choisir entre l'impression matricielle et l'impression A4.

Si aucune solution n'est trouvée, un inventaire du stock de papier sera effectué et une décision sera prise lors d'un prochain comité opérateur.

Sur FENIX :

- le premier point noir, la sécurité, a été levé par le premier audit de sécurité. Cinq faiblesses ont été relevées et sont corrigées. Un second audit est prévu en avril puis deux contre-audits avant la mise en production.
- Le second point noir, l'exploitation, est levé depuis le début du mois de mars avec la mise en place d'un renfort dédié à FENIX dans les équipes d'exploitation du SIPF. Ce renfort a permis de travailler sur la base de données (début mars), sur l'architecture (en cours) et sur Evidian (la semaine à venir).

L'accès à FOR2 sera coupé du mardi 2 au jeudi 4 avril afin de permettre aux équipes techniques de travailler sur Evidian de production.

- Un avenant à la convention transactionnelle a été proposé par Bull ATOS à la demande du COPIL. Cet avenant rallonge la durée de la convention de deux mois ce qui porte la date maximum pour la mise en production au 13 juillet et la date de fin de la convention au 13 septembre.

La date de lancement de la mise en production sera définie prochainement suivant l'avancement des travaux (correction des anomalies bloquantes et critiques, test de sécurité, revue de l'architecture etc.). Le lancement est souhaité entre mi-mai et mi-juin.

- Les formations des opérateurs mettent en avant les dysfonctionnements restants sur l'application et des messages d'erreur peu explicites.

Le délai entre la formation et le lancement est long. La date de lancement n'étant pas encore fixée, le nombre important de formation à effectuer et la lourdeur

d'organisation ne permettent pas d'apporter une solution à cette problématique.

- La plateforme FOR2 fait l'objet d'un traitement spécifique afin de permettre aux opérateurs de faire leurs tests.

A ce titre, aucune modification ni coupure de service programmée n'est effectuée sans information préalable des opérateurs par messagerie ou sur ZOHO.

A chaque livraison d'une nouvelle version de FENIX, une information sera diffusée sur ZOHO avec la liste des anomalies corrigées par la livraison et la liste des anomalies restantes ayant un impact sur les opérateurs.

Une première mise à jour sera effectuée sur ZOHO avec l'état actuel de la plateforme.

Sur les aspects réglementaires et pour répondre aux questions posées lors du dernier comité :

- Pour le fret express, une franchise de 20 000 XPF à l'export est mise en place pour les professionnels. Une modification de l'arrêté sera proposée lors d'un prochain conseil des ministres,
- La douane a décidé de permettre aux opérateurs de consulter le statut (BAE, Mise sous contrôle...) de leur déclarations dès leur enregistrement sans attendre l'ouverture des bureaux, comme c'est le cas actuellement avec SOFIX. L'impact de cette décision est en cours d'étude pour une mise en œuvre avant la mise en production.

Sur l'organisation :

- Les opérateurs manifestent leur inquiétude concernant la charge de travail des douaniers sur FENIX.

La charge de travail des douaniers fait l'objet d'une attention particulière. Des évolutions d'ergonomie et de fonctionnalités sont déjà spécifiées. Cependant, elles ne pourront être livrées qu'après la mise en production.

Un travail sur le volume de déclarations sélectionnées sera effectué au quotidien afin d'ajuster la sélection aux capacités de contrôle.

- Les opérateurs qui souhaitent effectuer des tests de bout en bout ou que la douane ou la pairie agissent sur des déclarations de test (débloquer une déclaration sous contrôle, payer au comptant etc.) peuvent écrire à l'adresse sofix-polynesie.
- La reprise des déclarations de régime économique fait actuellement l'objet d'échanges entre le SIPF et les opérateurs.

La liste des déclarations non apurées dans SOFIX est à compléter avec l'information de reprise dans FENIX (ou pas).

Aucun justificatif n'est demandé.

Il est rappelé que les déclarations reprises dans FENIX deviennent une base légale lors de leur dépôt par l'opérateur.

- Les déclarations dites "périssables" peuvent faire l'objet d'une recherche spécifique par les douaniers ce qui permet de traiter ces déclarations en priorité.

- Avec FENIX, l'organisation des contrôles physiques, notamment en fret maritime, nécessitera toujours un contact téléphonique afin de fixer un rendez-vous.
- Les opérateurs signalent que les demandes formulées sur ZOHO et par messagerie sur sofix-polynesie n'obtiennent pas toutes des réponses.

Un groupe de travail est mis en place afin de traiter des problèmes rencontrés tous les 15 jours.

Ce groupe permettra également de faire le point sur les questions en suspens. Les entreprises qui souhaitent participer doivent se manifester auprès de moi-même.

Samuel Lavastre

Chef du pôle informatique

Tél 40 50 55 36

Portable 89 21 26 44